



N°2 Janvier 2016

TRANSPORTS, NOS PREMIERES MESURES FORTES !

Un mois à peine après notre installation, nous avons, au cours de la séance plénière du 21 janvier, adopté deux délibérations concernant les transports.

La première permet la suppression de la réduction tarifaire dans les transports accordée aux étrangers **en situation irrégulière**.

Cette réduction de 75% est, en effet, une injustice profonde par rapport à toutes les personnes respectant la loi et qui payent plein tarif ou bénéficient d'une réduction n'excédant pas 50%.

Voilà donc un acte politique fort rétablissant une équité républicaine dont nous pouvons être fiers. L'économie produite par cette décision se chiffre, en année pleine, à plus de 42 millions d'euros. Ainsi, nous commençons également à résorber une partie de la **gigantesque ardoise -300 millions d'euros !** laissée par nos prédécesseurs sur le Passe Unique, promesse électorale pas financée.

Car nous en avons la confirmation aujourd'hui, la mise en œuvre du passe Navigo à tarif unique à 70 euros le 1er septembre 2015 (soit 3 mois avant les élections régionales alors que l'engagement avait été pris en 2010, calendrier électoral oblige) est une décision

qui coûte 500 millions d'euros en année pleine.

Problème : la précédente majorité n'avait couvert que 40% du financement de sa douceur électorale ; il manque donc ainsi 300 millions rien que pour 2016 !

Durant la campagne, nous nous sommes engagés à ne pas remettre en cause le passe unique, notamment, pour reprendre la formule de Valérie Pécresse, « pour ne pas jouer au yoyo avec le pouvoir d'achat des Franciliens ». **Aussi, nous avons voté, et c'est notre seconde mesure forte, les conditions d'un financement pérenne de cette mesure tarifaire** sans augmenter son tarif et sans faire appel au contribuable.

Le budget de fonctionnement de la Région n'a ni les moyens ni la vocation à financer le déficit d'exploitation des transports collectifs en Ile de France, surtout à l'heure des baisses massives de dotations de l'Etat aux collectivités territoriales.

Pour la Région, ce désengagement de l'Etat représente 260 millions d'euros pour le prochain budget, auquel il faudrait donc ajouter les 300 millions d'ardoise, autant dire une impasse budgétaire de 560

millions d'euros.

Nous avons donc décidé de renvoyer le financement de l'ardoise d'une part dans le périmètre du STIF (9 milliards d'euros par an) et d'autre part dans le cadre d'une négociation globale avec l'Etat pour que les gains de productivité des opérateurs et les produits d'une lutte résolue contre la fraude viennent abonder la mise en œuvre du passe unique.

Manuel Valls a clairement reconnu l'impasse financière de cette mesure lors de son entretien avec Valérie Pécresse. Il s'est d'ailleurs engagé à ce que l'Etat trouve une solution à hauteur, au moins, de 100 M€ par an.

Cela ne résoudra évidemment pas l'équation mais cette délibération signe le début d'un processus de négociation multipartite qui s'annonce évidemment difficile. Cependant nous sommes raisonnablement optimistes puisque la Région et le Gouvernement ont finalement acté de la nécessité de trouver les voies et moyens de préserver le pouvoir d'achat des Franciliens.

La différence avec nos prédécesseurs, c'est que nous, nous financerons cette mesure ! Paradoxe, c'est bien nous qui sauvons ainsi le Passe Unique !

Conseillers régionaux essonniers :

Stéphane Beaudet (LR), Faten Hidri (UDI), Grégoire de Lasteyrie (LR), Aurélie Gros (LR), Jean-Philippe Dugoin-Clément (UDI), Marianne Duranton (UDI), Jean-Raymond Hugonet (SE), Sylvie Carillon (LR), Gérard Hébert (LR), Isabelle Perdereau (LR), Jean-François Vigier (UDI), Sandrine Lamiré-Burtin (MoDem), Robin Reda (LR).

JOUONS UN RÔLE PLUS IMPORTANT EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ !

Vos élus de la Majorité ont voté la première étape du « bouclier de sécurité ».

Il donnera aux communes, polices municipales, salles de spectacle, lycées et universités des moyens pour qu'ils puissent accroître leur sécurité en Ile de France... Il permettra également de généraliser la "video-protection" dans tous les transports en commun et créer une "police régionale des transports".

Notre volonté est donc de consacrer enfin des moyens aux questions de sécurité, un budget sacrifié par l'ancienne majorité qui a divisé par cinq ses crédits dédiés à la protection des franciliens durant les 9 dernières années.

Le bouclier Sécurité :

- 1- Mener une guerre sans merci contre le terrorisme
- 2- Renforcer la sécurité dans les transports franciliens
- 3- Créer une bulle de sécurité autour des lycées
- 4- Lancer un plan anti-cambriolage

NOTRE CHARTE ETHIQUE ADOPTÉE

Comme Valérie Pécresse s'y était engagée durant la campagne, la première séance du CRIF a délibéré sur le projet de charte éthique.

Rappelons que tous nos candidats avaient préalablement signé une charte d'engagement au début de la campagne. Le texte adopté reprend les grandes lignes du précédent et vise à garantir la collectivité contre les risques de conflits d'intérêts.

La création d'une commission de déontologie indépendante des élus sera le gage d'un examen impartial des déclarations d'intérêts que devront fournir tous les conseillers régionaux.

C'est dans un esprit d'ouverture vers l'opposition que Valérie a accepté plusieurs amendements proposés en séance dès lors qu'ils amélioraient le texte initial.

On peut pourtant regretter que ce texte n'ait finalement pas été adopté à l'unanimité, les Verts s'abstenant et le FN votant contre.

Domage pour un premier texte fondateur du mandat de la nouvelle présidente. Mais un texte courageux approuvé par 75 % des conseillers régionaux.

Un conseil de chefs d'entreprises

Parce que l'Ile-de-France, malgré son potentiel exceptionnel, ne mobilise pas tous ses atouts et que l'emploi est la première préoccupation des Franciliens, parce que les entreprises jouent un rôle capital dans l'avenir économique de notre Région, parce que nous devons nous appuyer sur l'expérience et les compétences des chefs d'entreprises, la Région Ile-de-France crée un Conseil Stratégique pour l'Attractivité et l'Emploi. Il aura vocation à éclairer le Conseil Régional sur les questions relatives à l'emploi et sur le choix des projets dans le cadre d'appels à projets.

Promesse tenue !

CHIFFRE DU MOIS

**300 millions
d'euros**

C'est l'ardoise du
Passe Navigo !

Du côté de l'Essonne

Vu de l'Essonne



VOS ELUS DEPARTEMENTAUX ET REGIONAUX MAIN DANS LA MAIN

François Durovray, Président du Conseil Départemental, a reçu les 13 élus essonnais siégeant à la Région afin de créer les conditions d'un travail partenarial de qualité entre nos deux collectivités. A cette occasion, un point global des attentes départementales en matière de transports, de recherche, de formation professionnelle, de finances a été fait inscrivant ainsi nos futurs travaux dans la durée.

A suivre...

Abonnez vous à la lettre d'info !

Vous souhaitez recevoir la lettre d'informations régionales vues de l'Essonne ?

Envoyez un mail à endirectdelaregion@gmail.com

POUR UN MORATOIRE SUR L'AIRE D'ACCUEIL DE GRAND PASSAGE

Depuis plusieurs mois, les habitants du sud Essonne sont particulièrement inquiets des projets de l'Etat pour la création d'une nouvelle aire d'accueil de grand passage pour les gens du voyage.

Trois sites ont été présélectionnés par l'Etat à Etampes/Mondésir, Chevannes et Chamarande/Mauchamps. Bien évidemment, ce projet, créateur de nouvelles dépenses pour les communes et de graves difficultés pour les riverains est refusé en bloc par l'ensemble des élus locaux concernés et par les habitants des territoires qui seraient impactés.

Conformément aux engagements de campagne qui avait été les nôtres lors des élections régionales, nous avons cosigné un courrier au Préfet lui demandant un moratoire sur ce projet.

LE STIF EN ORDRE DE MARCHÉ

Le Syndicat des Transports d'Ile-de-France s'est réuni pour la première fois dans sa nouvelle formation, le mercredi 20 janvier et a procédé aux désignations qui vont lui permettre de fonctionner.

Valérie Péresse, Présidente de la Région Ile-de-France, Présidente de droit du STIF, a tenu un discours très volontariste sur la nécessaire révolution des transports reconnaissant que la première des inégalités en Ile-de-France est celle des transports, notamment pour les habitants des départements de la Grande Couronne qui ont les trajets les plus longs et les plus difficiles.

Les Essonnais de la majorité dans ce STIF nouvelle version : Stéphane Beudet, 1er Vice-président, représentant la Région, François Durovray à la Présidence de la Commission de l'offre de transports, Marianne Duranton à la Présidence de la Commission de la qualité de services.

Composition du CA du STIF: <http://www.stif.info/conseil-d-installation-du-stif-accueil-des-nouveaux-representants-du-conseil-regional-d-ile-de-france.html>

Suivez l'actu des élus !

Pour connaître l'activité de vos conseillers Régionaux, retrouvez nous sur :

<http://www.iledefrance.fr/elus>

<https://www.facebook.com/Conseillers-regionaux-de-l-Essonne-LR-UDI-Modem-1700383186912522/?fref=ts>